

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

19 JANVIER 1999

Proposition de loi spéciale modifiant l'article 32 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, relative à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts

AMENDEMENT

N° 12 DE M. **DESMEDT** ET CONSORTS

Art. 2 à 5

Remplacer ces articles par le texte suivant :

« Art. 2. — L'article 32, paragraphe 1^{er}, premier alinéa, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles est remplacé par le texte suivant :

« Dans le présent article, il faut entendre par la Chambre législative le Sénat et la Chambre des représentants et par Conseil, le Conseil de la Communauté flamande, le Conseil de la Communauté française, le Conseil de la Communauté germanophone, le Conseil régional wallon, le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que l'Assemblée de la Commission communautaire française lorsqu'il a été fait application de l'article 138 de la Constitution.

Voir:

Documents du Sénat :

1-1006 - 1997/1998 :

N° 1: Proposition de loi spéciale de M. Desmedt.
N°s 2 et 3: Amendements.

1-1006 - 1998/1999 :

N° 4: Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

19 JANUARI 1999

Voorstel van bijzondere wet tot wijziging van artikel 32 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, betreffende de voorkoming en de regeling van belangenconflicten

AMENDEMENT

Nr. 12 VAN DE HEER **DESMEDT** C.S.

Art. 2 tot 5

Deze artikelen vervangen als volgt :

« Art. 2. — Artikel 32, § 1, eerste lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt vervangen als volgt :

« In dit artikel wordt onder Wetgevende Kamer verstaan: de Senaat en de Kamer van volksvertegenwoordigers, en onder Raad: de Raad van de Vlaamse Gemeenschap, de Raad van de Franse Gemeenschap, de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, de Raad van het Waalse Gewest, de Raad van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest en de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie wanneer artikel 138 van de Grondwet is toegepast.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat :

1-1006 - 1997/1998 :

Nr. 1: Voorstel van bijzondere wet van de heer Desmedt.
Nrs. 2 en 3: Amendementen.

1-1006 - 1998/1999 :

Nr. 4: Amendementen.

Si une Chambre législative ou un Conseil estime qu'il peut être gravement lésé par un projet ou une proposition de décret ou d'ordonnance ou par un amendement à ces projets ou propositions, déposé devant un autre Conseil ou devant l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises selon le cas, ou par un projet ou une proposition de loi ou par un amendement à ces projets ou propositions, déposé devant une Chambre législative, la Chambre législative ou le Conseil intéressé selon le cas peut, aux trois quarts des voix, demander que la procédure soit suspendue en vue d'une concertation.

Dans ce cas, la procédure est suspendue pendant soixante jours. La suspension ne prend cours qu'après le dépôt du rapport et, en tout état de cause, avant le vote final en séance plénière du projet ou de la proposition.

Quand le texte à l'encontre duquel le conflit d'intérêt a été soulevé a été amendé postérieurement à la dénonciation du conflit, la Chambre législative ou le Conseil doit confirmer après le dépôt du rapport et, en tout état de cause, avant le vote final en séance plénière du projet ou de la proposition, qu'il estime toujours être gravement lésé. La procédure est suspendue jusqu'à ce que la Chambre législative ou le Conseil se prononce et au maximum pendant quinze jours.

Dans ce cas, la suspension en vue de la concertation prend cours au jour où la Chambre législative ou le Conseil confirme être gravement lésé.

Cette procédure ne peut être appliquée qu'une seule fois par une même assemblée à l'égard d'un même projet ou d'une même proposition. Si la proposition ou le projet à l'encontre duquel le conflit d'intérêts a été dénoncé est amendé, un nouveau conflit d'intérêts ne peut être soulevé qu'à l'encontre du ou des amendements.»

« Art. 3. — L'article 32, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles est remplacé par le texte suivant :

« Si l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises estime qu'elle peut être gravement lésée par un projet ou une proposition de loi déposé devant une Chambre législative ou par un projet ou une proposition déposé devant un Conseil ou par un amendement à ces projets ou propositions, elle peut, à la majorité des voix de chacun de ces groupes linguistiques, demander que la procédure soit suspendue en vue d'une concertation.

Dans ce cas, la procédure est suspendue pendant soixante jours. La suspension ne prend cours qu'après

Indien een Wetgevende Kamer of een Raad oordeelt ernstig te kunnen worden benadeeld door een in een andere Raad of, naar gelang van het geval, in de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen ingediend ontwerp of voorstel van decreet of ordonnantie of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen of door een in een Wetgevende Kamer ingediend ontwerp of voorstel van wet of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, kan de betrokken Wetgevende Kamer of Raad, naar gelang van het geval, met drie vierde van de stemmen om schorsing van de procedure vragen met het oog op overleg.

In dat geval wordt de procedure geschorst gedurende zestig dagen. De schorsing neemt eerst aanvang na de indiening van het verslag en in elk geval vóór de eindstemming in de plenaire vergadering over het ontwerp of het voorstel.

Wanneer de tekst waarover het belangenconflict opgeworpen is, na de aanhangigmaking van het conflict geamendeerd wordt, moet de Wetgevende Kamer of de Raad, na de indiening van het verslag en in elk geval vóór de eindstemming in de plenaire vergadering over het ontwerp of het voorstel, bevestigen dat hij nog steeds van oordeel is ernstig te worden benadeeld. De procedure wordt geschorst tot de Wetgevende Kamer of de Raad zich uitspreekt en dit gedurende ten hoogste vijftien dagen.

In dat geval neemt de schorsing met het oog op het overleg een aanvang de dag waarop de Wetgevende Kamer of de Raad bevestigt ernstig benadeeld te worden.

Deze procedure kan slechts eenmaal worden toegepast door eenzelfde assemblée ten aanzien van eenzelfde ontwerp of eenzelfde voorstel. Indien het voorstel of het ontwerp waarover het belangenconflict aanhangig is gemaakt, geamendeerd wordt, kan een nieuw belangenconflict alleen maar opgeworpen worden over het amendement of de amendementen.»

« Art. 3. — Artikel 32, § 1, tweede lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt vervangen als volgt :

« Indien de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen oordeelt dat ze ernstig kan worden benadeeld door een in een Wetgevende Kamer ingediend ontwerp of voorstel van wet of door een in een andere Raad ingediend ontwerp of voorstel van decreet of door een amendement op deze ontwerpen of voorstellen, kan zij met de meerderheid van de stemmen in elk van haar beide taalgroepen, om schorsing van de procedure vragen met het oog op overleg.

In dat geval wordt de procedure geschorst gedurende zestig dagen. De schorsing neemt eerst aanvang

le dépôt du rapport et, en tout état de cause, avant le vote final en séance plénière du projet ou de la proposition.

Quand le texte à l'encontre duquel le conflit d'intérêt a été soulevé, a été amendé postérieurement à la dénonciation du conflit, l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises doit confirmer, après le dépôt du rapport et, en tout état de cause, avant le vote final en séance plénière du projet ou de la proposition, qu'elle estime toujours être gravement lésée par le texte. La procédure est suspendue jusqu'à ce que l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises se prononce et au maximum pendant quinze jours.

Dans ce cas, la suspension en vue de la concertation prend cours au jour où l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises confirme être gravement lésée.

Cette procédure ne peut être appliquée qu'une seule fois par une même assemblée à l'égard d'un même projet ou d'une même proposition. Si la proposition ou le projet à l'encontre duquel le conflit d'intérêts a été dénoncé est amendé, un nouveau conflit d'intérêts ne peut être soulevé qu'à l'encontre du ou des amendements. »

Justification

L'amendement a pour objectif de rencontrer les préoccupations suivantes :

1. Permettre aux assemblées législatives de dénoncer un conflit d'intérêt dès le début de la procédure législative sans devoir attendre le terme du processus législatif :

On entend ainsi promouvoir la prévention des conflits d'intérêts en donnant aux assemblées le pouvoir de réagir immédiatement à une initiative dont elle considère qu'elle lui porte préjudice. L'assemblée saisie du texte contesté est, dans ces conditions, avertie des difficultés suscitées par le texte dès son dépôt et peut tenir compte des remarques formulées lors de l'étude du texte.

2. Ne pas paralyser prématurément ou inutilement l'étude d'un texte :

L'idée de ne suspendre la procédure législative à l'encontre d'un texte qu'à l'issue de son traitement par l'assemblée est maintenue. La suspension ne prenant cours qu'à la fin de l'étude du texte, la concertation ne sera plus organisée qu'à l'encontre de textes ayant des chances réelles d'être adoptés dans la version soumise à concertation.

Si le conflit a été dénoncé à l'encontre d'un texte qui a été ultérieurement amendé, il sera demandé à l'assemblée qui a soulevé le conflit de confirmer que, malgré les amendements intervenus, elle estime toujours que le texte porte gravement atteinte à ses intérêts. De la sorte, on évite la suspension du traitement d'un texte pour

na de indiening van het verslag en in elk geval vóór de eindstemming in de plenaire vergadering over het ontwerp of het voorstel.

Wanneer de tekst waarover het belangenconflict opgeworpen is, na de aanhangigmaking van het conflict geamendeerd wordt, moet de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, na de indiening van het verslag en in elk geval vóór de eindstemming in de plenaire vergadering over het ontwerp of het voorstel, bevestigen dat zij nog steeds van oordeel is ernstig te worden benadeeld. De procedure wordt geschorst tot de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zich uitspreekt en dit gedurende ten hoogste vijftien dagen.

In dat geval neemt de schorsing met het oog op het overleg een aanvang de dag waarop de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, bevestigt ernstig benadeeld te worden.

Deze procedure kan slechts eenmaal worden toegepast door eenzelfde assemblee ten aanzien van eenzelfde ontwerp of eenzelfde voorstel. Indien het voorstel of het ontwerp waarover het belangenconflict aanhangig is gemaakt, geamendeerd wordt, kan een nieuw belangenconflict alleen maar opgeworpen worden over het amendement of de amendementen. »

Verantwoording

Het amendement beoogt het volgende :

1. De wetgevende assemblees in staat stellen een belangenconflict aanhangig te maken vanaf het begin van de wetgevingsprocedure, zonder dat men het einde van het wetgevingsproces moet afwachten :

Hiermee willen we de regeling ter voorkoming van belangenconflicten verbeteren door de assemblees te machtigen onmiddellijk te reageren op een initiatief dat zij schadelijk achten. De assemblee waar de tekst aanhangig is, wordt in dat geval vanaf de indiening van de tekst op de hoogte gebracht van de gerezen moeilijkheden en kan rekening houden met de opmerkingen die tijdens de behandeling van de tekst gemaakt zijn.

2. De behandeling van de tekst niet voortijdig of onnodig stilleggen :

Het idee om de wetgevingsprocedure in verband met een tekst pas te schorsen na de behandeling ervan door de assemblee, blijft bewaard. Aangezien de schorsing eerst ingaat wanneer de bespreking van de tekst afgerond is, wordt alleen maar overleg gepleegd over die versie van de tekst die een reële kans heeft om aangenomen te worden.

Indien het conflict aanhangig is gemaakt over een tekst die nadien geamendeerd wordt, wordt de assemblee die het conflict opgeworpen heeft, verzocht te bevestigen of ze nog altijd van oordeel is dat de tekst haar belangen ernstig benadeelt. Zo voorkomt men dat de behandeling van een tekst gedurende 60 dagen

60 jours dans les cas où, du fait des amendements intervenus, le conflit d'intérêt a disparu. Dans ces cas, la procédure est suspendue après le dépôt du rapport et, en tout état de cause, avant le vote final en séance plénière du projet ou de la proposition jusqu'à ce que l'assemblée ait réagi et pour quinze jours maximum.

3. Ne pas faire référence dans la loi à des phases de la procédure parlementaire qui ne sont organisées que par les règlements des assemblées :

L'amendement ne fait plus référence au vote en commission d'un texte et prend pour point de départ de la suspension de la procédure en vue de la concertation le dépôt du rapport, notion constitutionnalisée par l'introduction de l'article 54 de la Constitution relatif à la « sonnette d'alarme ».

4. Mettre le texte en phase avec la révision constitutionnelle de 1993 qui permet à la Commission communautaire française d'exercer des compétences de la Communauté française :

L'introduction de l'article 138 de la Constitution a donné à la Commission communautaire française un nouveau statut. Dans le cadre de son exécution, l'Assemblée de la Commission doit être considérée comme une assemblée parlementaire à part entière. Il est donc logique de lui reconnaître le pouvoir de soulever un conflit d'intérêts, de même qu'en sens inverse, il s'impose de permettre aux autres chambres législatives et conseils de dénoncer un conflit d'intérêts à l'encontre d'un projet ou d'une proposition déposé devant l'Assemblée de la Commission communautaire française.

La formule ici reprise pour associer la Commission communautaire à la procédure de prévention et règlement des conflits d'intérêts est calquée sur celle utilisée dans la loi d'exécution de l'article 125 de la Constitution relative à la responsabilité pénale des ministres.

5. Reprendre le contenu des précédents amendements déposés par MM. Desmedt et Nothomb.

Claude DESMEDT.
Charles-Ferdinand NOTHOMB.
Ludwig CALUWÉ.
Robert HOTYAT.
Hugo COVELIERS.
Fred ERDMAN.

geschorst wordt hoewel het belangenconflict ten gevolge van de amendering verdwenen is. In dat geval wordt de procedure geschorst na de indiening van het verslag en in elk geval vóór de eindstemming in de plenaire vergadering over het ontwerp of het voorstel, totdat de assemblee gereageerd heeft, gedurende ten hoogste vijftien dagen.

3. Elke verwijzing in de wet weren naar fasen van de parlementaire procedure die enkel geregeld zijn in het reglement van de assemblees :

Het amendement bevat geen verwijzing meer naar de stemming over de tekst in de commissie en neemt als vertrekpunt voor de schorsing met het oog op het overleg de indiening van het verslag, een begrip dat grondwettelijk bekrachtigd is door de invoering van de « alarmbel » in artikel 54 van de Grondwet.

4. De tekst in overeenstemming brengen met de grondwetsherziening van 1993 waarin de Franse Gemeenschapscommissie gemachtigd wordt de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uit te oefenen :

Door de invoering van artikel 138 van de Grondwet heeft de Franse Gemeenschapscommissie een nieuw statuut gekregen. Bij de tenuitvoerlegging hiervan moet de Vergadering van de Commissie beschouwd worden als een volwaardige parlementaire assemblee. Logischerwijze moet ze dus bevoegdheid verkrijgen om belangenconflicten op te werpen, zoals het omgekeerd ook mogelijk moet zijn dat de andere wetgevende kamers en raden een belangenconflict aanhangig maken ten aanzien van een ontwerp of een voorstel dat in de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie ingediend is.

De formule die hier gehanteerd wordt om de Franse Gemeenschapscommissie in de procedure ter voorkoming en regeling van belangenconflicten te betrekken, is overgenomen uit de uitvoeringswet van artikel 125 van de Grondwet met betrekking tot de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van de ministers.

5. De inhoud overnemen van de voorgaande amendementen van de heren Desmedt en Nothomb.